

Apro-Missérété, le 6 avril 2026

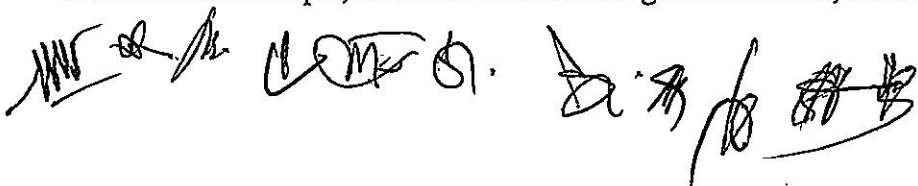
Prisonniers de l'ONU/MTPI
Prison d'Apro-Missérété
B.P 45 Apro-Missérété
République du Bénin

Excellence Monsieur le Président du Conseil de Sécurité de l'ONU

Objet : Mémoire sur la perspective de transfert du contrôle de l'exécution des peines imposées par le TPIR/MTPI aux États dont le Rwanda

Excellence Monsieur le Président,

1. Nous soussignés, prisonniers relevant de la compétence du MTPI et purgeant nos peines au Bénin, avons l'honneur de nous adresser à votre haute autorité pour vous soumettre ce mémoire afin d'exprimer nos inquiétudes et vives profondes préoccupations suite à la perspective de transfert du contrôle de l'exécution de peines prononcées par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) et le Mécanisme pour les Tribunaux Pénaux Internationaux (MTPI) aux États dont le Rwanda.
2. Lors de la présentation du Treizième rapport annuel par la Présidente du Mécanisme à l'Assemblée Générale de l'ONU le 22 octobre 2025, il a été question de cette perspective. A cette occasion le Rwanda s'est proposé en disant « être prêt à exécuter le mandat du Mécanisme en assumant ses responsabilités en ce qui concerne les 25 personnes condamnées. « Pour le Rwanda, l'exécution des peines n'est pas un fardeau mais le prolongement de l'expérience nationale de justice, de réconciliation et de primauté de l'état de droit entamée après 1994. »
3. Dans son rapport S/2025/786 du 1^{er} décembre 2025 au Conseil de Sécurité (ci-après rapport), le Secrétaire Général de l'ONU développe cette question de transfert des activités du Mécanisme aux États à la fin de son mandat.
4. Relativement aux condamnés rwandais relevant du Mécanisme, le rapport dit que le Mécanisme a demandé au Bénin et au Sénégal s'ils pourraient assumer la responsabilité des activités courantes de contrôle des conditions de détention. Après avoir souligné que ces deux pays reçoivent d'importantes contributions financières et un appui logistique et administratif considérable de la part du Mécanisme et sans parler de leur réponse, le rapport recommande que les consultations doivent se poursuivre (paragraphe 30 du Rapport). Il faut noter que le Sénégal héberge les condamnés rwandais de l'ONU depuis 2017 aujourd'hui au nombre de 8 tandis qu'au Bénin où les premiers sont arrivés en 2009, ils sont 15 à y purger présentement leurs peines.
5. Ensuite le rapport évoque la possibilité qui serait de transférer ce rôle au Rwanda. L'accent est mis sur les bonnes dispositions de ce pays qui s'est dit prêt à accueillir ses ressortissants détenus relevant du Mécanisme sous prétexte qu'il a signé un accord avec le TPIR, qu'il dispose des infrastructures, qu'il jouit d'une expérience pour avoir accueilli les prisonniers de la Sierra Leone et que, contrairement au Sénégal et au Bénin, le Rwanda offrirait de supporter



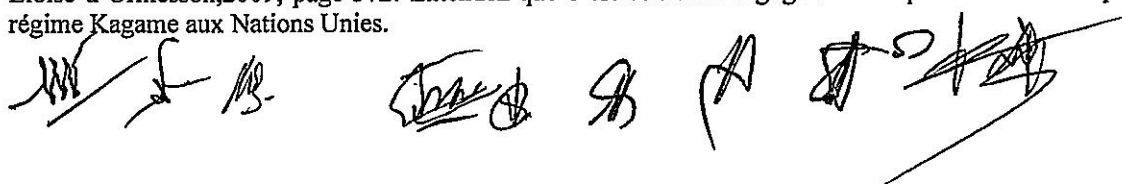
tous les coûts qui étaient à la charge du Mécanisme et assumerait davantage de responsabilités administratives (paragraphe 31 du Rapport).

6. Enfin, le rapport dit que la Présidente du Mécanisme a le pouvoir de désigner le Rwanda comme État chargé de l'exécution de peines, et le Conseil de sécurité peut décider d'inviter celle-ci à procéder à cette désignation ou prendre une décision contraignante à cet effet (paragraphe 32 du Rapport).
7. Lors de la réunion du Conseil de sécurité du 10 décembre 2025 consacrée au Mécanisme à laquelle avait été invité le Représentant du Rwanda, celui-ci saisit l'opportunité pour ressasser la campagne de son pays en réaffirmant que le Rwanda est prêt à assumer l'exécution de toutes les peines restantes sur son territoire et qu'il prendra en charge tous les coûts (Conseil de Sécurité : séance du 10 décembre 2025 (S/PV.10059).
8. Dans les lignes qui suivent, notre mémorandum s'articule sur les points suivants :
 - Rappel de quelques antécédents sur l'immixtion incessante du gouvernement rwandais dans le fonctionnement du TPIR/MTPI ;
 - La Directive du MTPI du 15 mai 2020 et son impact sur les libérations anticipées ;
 - Dénonciation de l'offre du gouvernement rwandais et la nécessité de prendre en compte d'autres critères objectifs ;
 - Autres options possibles ;
 - La nécessité de rétablir la vérité sur le drame rwandais.

a. Rappel de quelques antécédents sur l'immixtion incessante du gouvernement rwandais dans le fonctionnement du TPIR/MTPI

9. A prime abord, il faut rappeler que le mandat du TPIR était de poursuivre les deux parties en conflit et que le régime de Kagame (en place depuis juillet 1994 jusqu'aujourd'hui) puissamment protégé n'a pas lésiné sur les moyens pour faire obstruction à toute tentative de traduire en justice les criminels présumés du FPR y compris les auteurs de l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana, acte terroriste déclencheur du génocide rwandais.
10. Dans un premier temps, le régime de Kagame a tout fait pour avoir la mainmise sur le TPIR en réclamant qu'il soit installé à Kigali. Ce qui n'a pas fonctionné. Dès lors, il a tout fait pour s'immiscer dans le fonctionnement du TPIR et est parvenu à y faire accréditer son représentant.¹ Une des missions de ce représentant officiel de Kigali était de coordonner de faux témoignages fabriqués par les autorités rwandaises contre les accusés devant le TPIR afin d'asseoir la thèse propagandiste du FPR accusant les Hutus d'avoir planifié le génocide. Même si la planification du génocide par l'ancien régime n'a pas été établi par le TPIR/MTPI, le mal a été fait car nombreux sont ceux qui ont été condamnés sur base de faux témoignages.
11. Le représentant du gouvernement rwandais devant le TPIR était généralement chargé de lui rendre compte pour que celui-ci prenne des mesures afin d'éviter la poursuite des membres du FPR responsables des violations graves du droit international humanitaire commises au

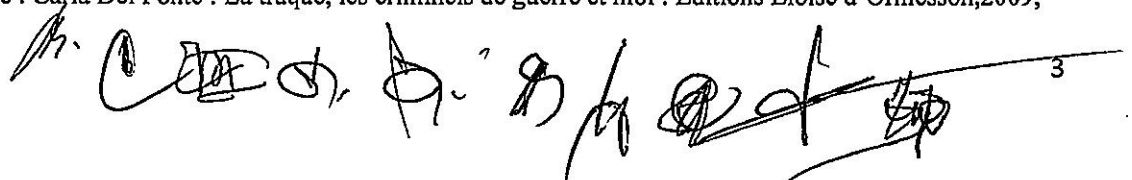
¹ Relatant la rencontre qu'elle a eue avec le président Kagame à Kigali le 28 juin 2002, l'ancienne Procureure du TPIR, Madame Carla Del Ponte, parle de Martin Ngoga- qui occupait cette fonction en ces termes : « Kagame était entouré de Gérard Gahima, le procureur général du Rwanda, de Martin Ngoga -les yeux et les oreilles du Rwanda à Arusha et de divers officiers de l'armée ». Carla Del Ponte : La traque, les criminels de guerre et moi : Éditions Eloïse d'Ormesson, 2009, page 372. Entendez que c'est ce même Ngoga Martin qui est l'actuel Représentant du régime Kagame aux Nations Unies.



Rwanda entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994. C'est ainsi que le gouvernement de Kigali a multiplié des menaces, chantages et harcèlement envers le Tribunal pour atteindre cet objectif.

12. Une des grandes actions de sape du régime FPR fut de bloquer les enquêtes qu'avait initiées l'ancienne Procureur du TPIR, Madame Carla Del Ponte. Dans plusieurs de ses témoignages et ses écrits, celle-ci décrit en détails comment Kagame personnellement et son régime de même que leurs puissants supporters l'ont empêchée de jouer son rôle et comment elle a été écartée de son poste pour que les justiciables parmi les membres du FPR ne soient pas poursuivis par le TPIR. Pourtant, selon elle, assurer l'impunité au FPR revenait à hypothéquer dangereusement la réconciliation des rwandais.
13. Dans son livre, Madame Carla Del Ponte dit : « *Le mandat du tribunal consistait donc à enquêter sur des crimes de guerre commis par toutes les parties belligérantes du conflit du Rwanda et, si les preuves le permettaient, de poursuivre les plus hauts responsables, dans un camp comme dans l'autre. Il était également chargé de dresser un rapport des événements susceptibles de contribuer à la réconciliation des communautés hutues et tutsies. Ne pas enquêter sur les exactions du Front patriotique rwandais serait revenu à admettre et proclamer que les dirigeants tutsis étaient couverts par l'impunité, qu'ils étaient au-dessus de la loi, et que les victimes innocentes de leurs violences ne comptaient pas. Une telle défaillance augurerait très mal de l'avenir du Rwanda et du sort de Rwandais dispersés dans toute l'Afrique orientale et au-delà* ». ²
14. Depuis 2004 jusqu'aujourd'hui, le régime du FPR a mené une campagne musclée pour que les prisonniers rwandais condamnés ou en procès devant le TPIR soient transférés au Rwanda pour y être incarcérés ou jugés. En même temps, il fait depuis lors, sans relâche, des pressions politiques sur les États ayant accordé asile aux familles des personnes acquittées ou libérées anticipativement par le TPIR/MTPI pour que ceux-ci ne puissent pas rejoindre leurs familles. Le gouvernement de Kigali s'oppose même à ce que les dépouilles des condamnés, libérés et même acquittés ne puissent être transférés dans les pays ayant accordé asile à leurs familles pour y être enterrées.
15. Le cas le plus flagrant est celui des acquittés et libérés du TPIR/MTPI relocalisés au Niger sur Accord entre le Gouvernement du Niger et l'ONU daté du 15 novembre 2021. Arrivés au Niger le 05 décembre 2021, ces relocalisés se sont vu subitement frappés d'une décision d'expulsion du Niger pour des raisons diplomatiques en date du 27 décembre 2021. Il est vite apparu que le gouvernement rwandais était derrière ce volte-face du gouvernement du Niger. Grâce à l'intervention énergique du MTPI, la décision d'expulsion a été suspendue mais la menace d'expulsion demeure. Entretemps, le gouvernement rwandais continue ses manœuvres pour que ces relocalisés soient transférés au Rwanda contre leur gré.
16. Le gouvernement rwandais ne s'est pas arrêté là. Fidèle à sa stratégie de manipulation, il s'est toujours opposé avec véhémence aux libérations anticipées légalement prises par le TPIR/MTPI jusqu'à faire pression pour qu'il soit toujours consulté avant de statuer sur chaque cas. Devant la résistance du Président du MTPI, l'honorable Juge Theodor Meron, le gouvernement rwandais parvint à le contourner, comme à l'accoutumée, en mettant à profit son invitation à participer aux travaux du Conseil de Sécurité de l'ONU pour faire passer une résolution encourageant le MTPI à imposer des conditions aux requérants pour pouvoir bénéficier de la libération anticipée.

² Carla Del Ponte : Carla Del Ponte : La traque, les criminels de guerre et moi : Éditions Eloïse d'Ormesson, 2009, page 299



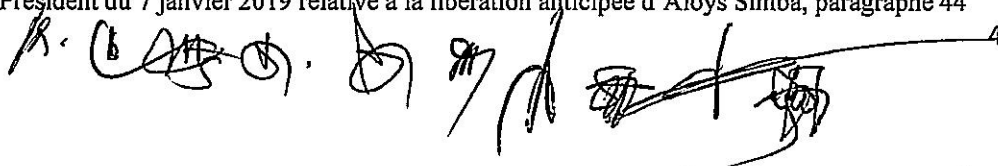
17. C'est ainsi que dans sa Résolution 2422 du 27 juin 2018, le Conseil de sécurité « *encourage le Mécanisme à rechercher une solution satisfaisante, notamment en envisageant la mise en place de conditions de libération anticipée dans les cas qui s'y prêtent* » (Voir le paragraphe 10 de la Résolution).³
18. Faisant référence à cette résolution, le juge Theodor Meron a pris une décision favorable de libération anticipée de Simba Aloys, alors que celui-ci n'avait pas accepté sa responsabilité dans les crimes pour lesquels il avait été condamné. La décision relève que : « *... , il a été fait droit à de nombreuses demandes de libération anticipée alors que les accusés n'avaient pas clairement exprimé de remords et, dans certains cas, alors que la personne condamnée avait expressément nié les crimes pour lesquels elle avait été condamnée*⁴ ».
19. Longtemps sous la pression de Kigali qui l'accusait de tous les maux même traité de génocidaire par certains, le juge Meron quitta son poste de Président du MTPI le 19 janvier 2019. Ses successeurs allèrent tout bouleverser en exigeant un plaidoyer de culpabilité comme condition sine qua none d'obtenir une libération anticipée.

b. La Directive du 15 mai 2020 et son impact sur les libérations anticipées

20. La Directive Pratique Relative à l'Appréciation des demandes de grâce, de commutation de peine ou de libération anticipée des personnes condamnées par le TPIR, le TPIY ou le Mécanisme a été adoptée par les Juges le 15 mai 2020, c'est-à-dire environ deux ans après la Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU du 27 juin 2018. La nouveauté de cette modification, lourde de conséquences, est que la nouvelle Directive prévoit, en son article 20, que « *l'octroi d'une libération anticipée peut être soumis à conditions* ».
21. Il convient de souligner que pendant ces deux années d'attente de cette nouvelle Directive, toutes les requêtes déposées par les requérants qui remplissaient les conditions conformément à l'ancienne Directive et à la jurisprudence en la matière ont été gelées sans dire pourquoi aux intéressés, à l'exception de Simba Aloys libéré par le Juge Président Theodor Meron en janvier 2019.
22. A travers les décisions qui ont été rendues par la suite sur base de la Directive du 15 mai 2020, nous avons compris que pour sortir de la prison, le requérant doit désormais plaider coupable des crimes pour lesquels il a été condamné ; ce qui est injuste et inéquitable par rapport à ceux qui ont bénéficié de la libération anticipée avant l'adoption de cette nouvelle directive. Les plus à plaindre sont ceux-là dont les requêtes ont été gelées pendant environ deux ans en attendant la sortie de la nouvelle directive et cela en violation du principe de la non-rétroactivité de la loi pénale.
23. Il est important de souligner aussi que la libération anticipée avant la Directive du 15 mai 2020 était équivalente à une commutation de peine sans conditions. Ce traitement inéquitable des condamnés du TPIR/MTPI est incompréhensible et aberrant.

³ La Résolution N° 2422 du Conseil de sécurité de l'ONU datée du 27 juin 2018 stipule à l'Article 10 ce qui suit : « *Prend note des vues et des préoccupations exprimées par certains États Membres, lors du débat du Conseil de sécurité tenu le 6 juin 2018, au sujet de la position actuelle du Mécanisme en ce qui concerne la libération anticipée des personnes condamnées par le TPIR, et encourage le Mécanisme à rechercher une solution satisfaisante, notamment en envisageant la mise en place de conditions de libération anticipée dans les cas qui s'y prêtent* ». En lisant le rapport sur les débats du 6 juin 2018, on constate clairement que c'est sur base de l'insistance excessive de la Représentante du gouvernement rwandais que la libération sous condition a été retenue.

⁴ MTPI : Décision du Président du 7 janvier 2019 relative à la libération anticipée d'Aloys Simba, paragraphe 44



24. L'impact le plus sérieux de cette nouvelle Directive est qu'il y a eu un blocage systématique des libérations anticipées suite au fait de conditionner la libération à la reconnaissance de sa culpabilité et à la demande de pardon pour les crimes pour lesquels la personne a été condamnée contrairement au passé et cela suite aux pressions politiques du gouvernement rwandais. En tout état de cause, cette exigence d'une confession en aval des procédures judiciaires est inique pour une personne dont les juges ont fixé la sentence en tenant compte de ce qu'elle a plaidé non coupable et en tenant compte de la gravité des crimes. Nous estimons que cette façon d'arracher la plaidoirie de culpabilité aux condamnés à cette étape n'est pas compréhensible car cela gomme complètement la possibilité de révision du jugement pourtant prévu dans le Statut du Tribunal.

c. Dénonciation de l'offre du gouvernement rwandais et la nécessité de prendre en compte d'autres critères objectifs

25. Nous constatons que le Secrétaire Général, dans son rapport au Conseil de Sécurité de l'ONU, privilégie le Rwanda sur les deux autres pays (Sénégal et le Bénin) sous le seul critère que le Rwanda est prêt à prendre en charge les coûts d'entretien des prisonniers rwandais condamnés par le TPIR/MTPI sans tenir compte d'autres critères objectifs. Il poursuit en disant que « *La Présidente du Mécanisme a le pouvoir de désigner le Rwanda comme État chargé de l'exécution de peines, et le Conseil de sécurité peut décider d'inviter celle-ci à procéder à cette désignation ou prendre une décision contraignante à cet effet* » (voir paragraphe 32 du Rapport).

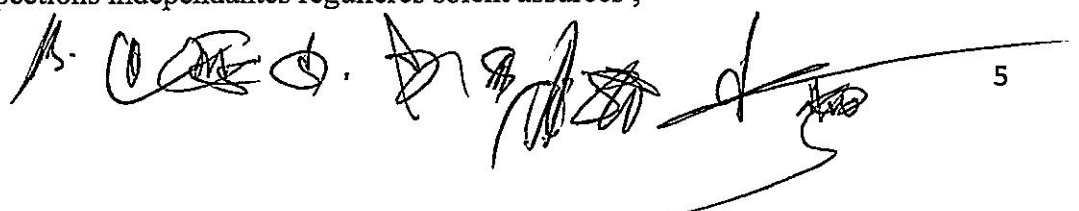
26. Pourtant, la Directive relative à la procédure de désignation d'un Etat dans lequel un condamné purgera sa peine d'emprisonnement en vigueur depuis le 7 mai 2025 prévoit au paragraphe 4 que le Président peut recueillir, directement ou par l'intermédiaire du Greffier, et prendre en considération toute une série d'informations y compris toute « *observation pertinente de la part du condamné* ». Ceci signifie que pour désigner un État, il ne faudrait pas tenir compte seulement de sa capacité de supporter les charges d'entretien des prisonniers alors que toute décision de transfert doit impérativement respecter les obligations internationales applicables surtout les articles 7 et 10 du pacte international relatif aux droits civils et politiques garantissant respectivement l'interdiction des traitements inhumains et le respect de la dignité des personnes privées de liberté.

27. Ainsi, toute mesure de transfert doit être précédée d'une évaluation rigoureuse, indépendante et transparente portant notamment sur :

- Les conditions de détention dans un État concerné ;
- L'indépendance effective du système judiciaire ;
- Les garanties concrètes et solides contre toutes formes de traitement inhumain ou dégradant ;
- L'existence de mécanisme de contrôle et de recours effectifs.

28. Par ailleurs, dans un souci de conformité aux standards internationaux et de préservation de la crédibilité de la justice internationale, il est indispensable que :

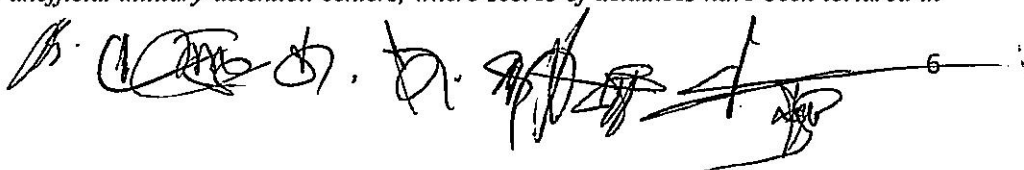
- Toute décision de transfert soit conditionnée à des garanties effectives, vérifiables et continues ;
- Un mécanisme de supervision internationale soit maintenu.
- Les inspections indépendantes régulières soient assurées ;



- Un mécanisme permettant le retrait ou le transfert des détenus soit activable en cas de violation des droits fondamentaux.
29. Or, le Rapport d'Amnesty International de 2024 sur le Rwanda souligne que le Rwanda a encore une fois failli de ratifier la Convention internationale pour la Protection de toutes les personnes contre la disparition forcée⁵ tandis que l'ONG *Human Rights* a, dans son rapport pour l'année 2023, relevé plusieurs violations des droits de la personne humaine commises au Rwanda et souligné le fait que le gouvernement rwandais a failli de mener des investigations sur ces abus et de poursuivre les auteurs. D'autre part, l'ONG *Human Right Watch* (HRW) a, dans son Rapport du 18 juillet 2025, relevé de façon plus consistante et plus détaillée, que les droits de l'homme et des prisonniers en particulier sont bafoués au Rwanda (voir particulièrement les paragraphes 1, 4, 6, 15, 21, 23, 26, 29, 30, 31, 32 du Rapport).⁶
30. En ce qui nous concerne, il ne faudrait pas surtout oublier le fait que certains d'entre nous ont occupé des postes de hautes responsabilités politiques et militaires et que ceux-là sont toujours considérés par le gouvernement rwandais comme leurs ennemis. Il va de soi qu'ils seront traités comme tels, persécutés, humiliés et torturés jusqu'à ce que mort s'en suive.
31. Il conviendrait de signaler que la plupart d'entre nous ont été jugés *in absentia* par les tribunaux *Gacaca* du Rwanda et notre présence sur place sera l'occasion de faire exécuter ces jugements. Il ne faut pas non plus oublier que certaines autorités civiles et militaires se sont emparé de nos biens (maisons, propriétés...) et que par conséquent si nous sommes transférés au Rwanda nous serons des éléments trop gênants pour ces gens avec un grand risque d'être éliminé d'une manière ou d'une autre.
32. Une autre conséquence grave du transfert au Rwanda des rwandais condamnés par le MTPI/TPIR est que nos familles réfugiées dans différents pays ne pourront plus nous rendre visite étant donné leur statut de réfugiés et le fait que leur protection ne serait pas garantie au Rwanda sous le régime FPR. L'idéologie véhiculé par celui-ci et *Ibuka* que « *l'enfant d'un génocidaire est un génocidaire* » ne fera qu'augmenter le risque pour les membres de nos familles de se retrouver eux aussi en prison suite aux accusations fondées sur la fabrication de preuves. Lors de sa rencontre avec la jeunesse le 30 juin 2013 à Kigali, le Président Kagame a déclaré que les enfants Hutu doivent demander pardon car, selon lui, ceux qui ont commis le génocide l'ont fait en leurs noms : « *Même si tu n'as pas tué, lève-toi pour demander pardon pour ceux qui ont tué en ton nom...* ». C'est ce même Kagame qui a déclaré le 25 mars 2010 que « *s'il faut utiliser un marteau pour tuer la mouche, nous le ferons* ». Par ailleurs, nos parents proches qui vivent au Rwanda sont des rescapés des massacres du FPR. Ils sont persécutés et vivent dans la peur et la terreur du régime. Ils n'oseront donc pas nous rendre visite par peur de représailles.
33. Il sied de signaler que les idéologues du FPR dont Monsieur Bizimana Jean Damascène, l'actuel Ministère de la Réconciliation et de l'Unité Nationale, ont monté des stratégies pour neutraliser tout Hutu et toute autre personne non inféodés au régime. C'est ainsi que, dans l'histoire du génocide qu'ils ont écrite entre 2015 et 2020 « *AMATEKA YA JENOSIDE YAKOREWE ABATUTSI* » (Ndr : *Histoire du génocide contre les Tutsi*) préfecture par

⁵ Version originale : « *Rwanda again failed to ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance* »

⁶ Au paragraphe 26, HRW dit : *However, Human Rights Watch research shows that the government does not conduct credible and effective investigations into most allegations of extrajudicial executions, enforced disappearances, arbitrary detention, torture and ill-treatment, or prosecute alleged perpetrators. Rwandan authorities continued to arrest and detain people in unofficial military detention centers, where scores of detainees have been tortured in recent years*».



Handwritten signatures and a date stamp. The date stamp is "2025". There are several signatures in black ink, some of which are crossed out or written over each other.

préfecture, on voit qu'ils inventent ou déforment les faits. Sur base de faux témoignages ils établissent les listes des supposés planificateurs et exécutants du génocide sur lesquels tous les accusés devant le TPIR (acquittés ou condamnés) sont chaque fois repris en tête. Malheureusement, c'est ce qui est enseigné dans les écoles et répétés dans des meetings officiels et à l'occasion de la commémoration annuelle du génocide. En mettant en cause les libérations décidées par le TPIR/MTPI, ces idéologues appellent les rescapés du génocide qu'au cas où ils ne seraient pas satisfaits des décisions de justice, ils doivent se mobiliser pour se faire justice contre ceux qu'ils appellent des génocidaires. Il ne faudrait donc pas nous livrer à la vindicte populaire orchestrée par ces extrémistes

34. Il faut être dupe pour croire que le FPR peut respecter la règle de la protection de nos documents confidentiels et surtout de nos témoins protégés ainsi que la confidentialité des procédures devant le MTPI en cas de demande de révision du jugement. L'éventualité de remettre au régime du FPR les prisonniers rwandais condamnés par le TPIR/MTPI serait la voie facile pour mettre un point final à la révision des jugements pourtant prévue dans le statut du TPIR/MTPI. Le gouvernement fera tout pour faire capoter la procédure ou faire disparaître des éléments nouveaux voire même de supprimer les requérants ou les témoins avant que la procédure ne se termine. Les membres du FPR ne reculent devant rien quand il s'agit de se protéger contre toute poursuite.
35. Bref, les conditions générales d'emprisonnement et les règles régissant la sécurité et la liberté dont il est question à l'article 4(f) de la Directive de la Présidente du MTPI datée du 7 mai 2025 ne peuvent pas être remplies pour nous par le Rwanda, raison pour laquelle nous dénonçons énergiquement la demande du Rwanda d'être désigné pour accueillir les rwandais condamnés par le TPIR/MTPI et de lui transférer le contrôle de l'exécution de leurs peines et la conservation des archives du TPIR/MTPI.
36. Compte tenu de ces critères objectifs et de tous ces antécédents mentionnés plus haut, nous préférons rester au Bénin, le pays qui nous héberge depuis plusieurs années et qui nous traite humainement plutôt que d'être envoyés au Rwanda où nous risquons d'être soumis à la torture et à une mort atroce. Comme il est dit au paragraphe 28 du Rapport du Secrétaire Général de l'ONU, « ... le Mécanisme pourrait dès à présent transférer à chaque État chargé de l'exécution des peines le contrôle des conditions de détention des différentes personnes condamnées. Il faudrait que chaque État soit prêt à accepter cette responsabilité et que le Statut, le Règlement de procédure et de Preuve et les accords d'exécution de peines soient modifiés en conséquence. » Quant aux tâches judiciaires et autres, il est pour nous logique qu'elles soient exercées par une juridiction internationale indépendante pour préserver l'égalité et l'équité.

d. Autres options possibles

37. En supprimant les conditions qui compromettent la possibilité d'introduire les demandes de révision de jugement, le déblocage des libérations anticipées serait levé. Cette option permettrait de réduire très sensiblement le nombre de prisonniers à prendre en charge et automatiquement réduire le budget pour les entretenir.
38. Actuellement, les personnes éligibles peuvent atteindre environ la moitié des effectifs des prisonniers rwandais exécutant leurs peines au Sénégal et au Bénin. Ceci veut dire qu'à la première vague de libération anticipée après la levée du blocage, le budget pour entretenir ceux qui seraient en train d'attendre leur tour, va diminuer d'environ de moitié. Dans ces conditions, il serait irrationnel que le souci de l'ONU d'économiser 250 000 US dollars soit placé au-dessus du droit à la vie et à une justice équitable que réclament les condamnés du



TPIR/MTPI. Nous estimons donc que l'ONU devrait continuer les pourparlers avec les pays qui nous hébergent. Nous recommandons de maintenir le financement des frais de subsistance et les dépenses médicales des condamnés.

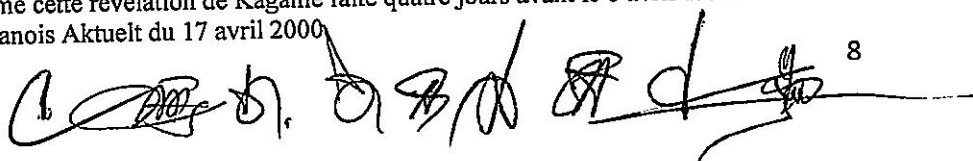
39. Par ailleurs, il est anormal que les personnes condamnées par le TPIR/MTPI n'aient pas droit à l'aménagement de peines.

e. La nécessité de rétablir la vérité sur le drame rwandais

40. Nous estimons qu'au moment où les langues commencent à se délier et que la vérité sur les violations graves du droit international humanitaire commises par les membres du FPR au Rwanda et en République Démocratique du Congo (RDC) depuis plus de trente ans est en train d'être mise à nu par des témoins crédibles qui ont été obligés de se conformer pendant longtemps au narratif imposé par les supporters puissants du régime FPR, la juridiction internationale devrait accomplir la mission qui lui a été confiée et saisir l'occasion de redresser la barre et de rendre justice à toutes les victimes de cette tragédie.
41. In fine, accepter de transférer au Rwanda les prisonniers rwandais condamnés par le TPIR/MTPI serait une décision très lourde et de conséquences graves. En effet, une telle décision reviendrait à consacrer la justice du vainqueur alors que le Général Kagame et ses troupes (l'autre partie en conflit) sont toujours justiciables devant les rwandais, la communauté internationale et devant l'histoire. L'on se souvient que depuis qu'ils sont au pouvoir jusqu'aujourd'hui, Kagame et ses lieutenants sont toujours hantés par le souci d'étouffer la vérité et d'occulter leur rôle dans le drame rwandais en faisant tout pour mettre définitivement leurs propres crimes sur le dos de leurs adversaires dont plusieurs condamnés du TPIR/MTPI. Dès lors, leur livrer équivaldrait à sceller définitivement l'impunité aux coupables présumés du FPR alors qu'il existe des preuves abondantes de leur responsabilité dans le drame rwandais.
42. A titre indicatif, il est important d'évoquer la confiance que le Général Kagame a livrée au Général Roméo Dallaire, commandant de la MINUAR, le 02 avril 1994. Dans son livre, Général Dallaire écrit : « *J'ai regardé son visage. Jamais, je ne l'avais jamais vu si sombre. Il a seulement ajouté que nous étions à la veille d'un cataclysme et qu'une fois enclenché, aucun moyen ne permettrait de le contrôler* »⁷ Le cataclysme a été déclenché le 06 avril 1994 en abattant l'avion du Président Habyarimana et l'on sait que le régime de Kagame se bat toujours pour mettre ce forfait fatidique sur le dos de ses adversaires. Pourtant des preuves pertinentes et solides sur l'attentat mettent en cause le FPR et son chef.
43. Également, il faudrait garder à l'esprit l'importante déclaration de l'ancienne Procureure du TPIR, Madame Carla Del Ponte qui, environ un an après sa prise de fonction au TPIR a dit : « *s'il était établi que c'est le FPR qui a descendu l'avion du Président Habyarimana, l'histoire du génocide serait réécrite* ». ⁸ Malheureusement, le Tribunal a fermé ses portes sans avoir jugé les membres du FPR mis en cause dans cet attentat.
44. Des erreurs ont déjà été commises en exonérant le FPR des poursuites qui s'inscrivaient dans le mandat du TPIR/MTPI. Il ne faudrait pas en rajouter en lui remettant ses adversaires condamnés en guise de trophées.

⁷ Général Roméo Dallaire : J'ai serré la main du diable, page 279. Dans son témoignage sous serment devant le TPIR, Le Général Dallaire a confirmé cette révélation de Kagame faite quatre jours avant le 6 avril 1994.

⁸ Carla Del Ponte : voir le journal danois Aktuelt du 17 avril 2000



8

Excellence Monsieur le Président du Conseil de Sécurité de l'ONU,

Eu égard à tout ce qui précède, nous espérons que, sous votre autorité et votre sagesse, le Conseil de Sécurité tiendra compte de nos inquiétudes et nos suggestions pour ne pas retenir l'offre du gouvernement rwandais et nous permettre de continuer à exécuter nos peines dans des conditions humainement acceptables.

Nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président du Conseil de Sécurité, l'expression de notre très haute considération.

Les signataires :

1. NIZEYIMANA Hdephonse
2. NYCHAMUKO Simeon
3. NDAHIMANA Grégoire
4. BIZIMUNGU Augustin
5. GATETE Jean Baptiste
6. MUSEMA UWIMANA Alfred
7. HATEGERIMANA Hdephonse
8. Ntabakuze Aloys
9. AKAYESU Jean Paul
10. SERO MURINDI Nthanas
11. SEMAZA Laurent
12. NZABONIMANA Colliste
13. KAREKEZE Juvénal

Copie pour Information :

- Son Excellence Monsieur le secrétaire Général de l'ONU, New York, USA ;
- Aux Membres du Conseil de sécurité de l'ONU, New York, USA ;
- Madame la Présidente du MTPI, La HAYE, Pays-Bas ;
- Mesdames et Messieurs le Juges du MTPI ;
- Monsieur le Greffier du MTPI, La HAYE, Pays-Bas ;
- Monsieur le Président de la Commission de l'ONU aux droits de l'homme, Genève, Suisse ;
- Me John Philpot, email: <johnrphilpot@gmail.com> ;
- Messieurs les avocats de la Défense (Tous) ;
- CICR, Genève ;
- Les familles des signataires